

POLITIQUE DES CAPABILITÉS : GAGE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN RD CONGO

Introduction

Zacharie LENG'CWINY,
Chef de Travaux à
l'ISP/BUNIA.
Doctorant en
philosophie à
l'Université de
Kisangani.
zlengcwiny@gmail.com

Autant la RD Congo accumule du retard pour son progrès, autant la question de son développement devient cruciale dans les recherches. Pourquoi ne s'en sort-elle pas ? Telle est l'objet de notre présente réflexion. Habitué aux projets ou programmes multisectoriels de développement élaborés par son gouvernement ou par ses partenaires et à l'endettement pour les financer, le pays stagne, jusque-là, malgré les tentatives pour son progrès.

Pour le sortir du statu quo, cette étude vise à créer une alternative à la prépondérance des projets reçus et des secteurs économiques par une approche des capacités, que nous présentons ici à travers quatre points : (1) développement : le contour du pourtour ; (2) les capacités : quid ? (3) L'être congolais en crise des capacités essentielles au développement et (4) la nécessité de l'approche par capacités pour le développement durable en RD Congo.

1. Développement : le contour du pourtour

Les théories de l'économie politique et des sciences connexes conçoivent le développement à partir de l'agriculture et de l'industrialisation pour produire une économie suffisante comme voie de sortie de ce que d'aucuns appellent le « sous-développement ». Cette voie peut entraîner la croissance économique, mais pas nécessairement le développement. Cependant, réfléchir de cette façon, c'est vouloir monter l'échelle à partir du deuxième ou du troisième niveau. Pour le développement, le premier niveau de l'échelle, c'est l'homme. C'est lui qui pense, qui fait l'agriculture, produit des richesses, crée l'industrie pour la transformation, opère les changements nécessaires

au bien-être en fonction d'un idéal sociétal estimé meilleur qu'avant. D'où, aucun développement n'est possible sans l'acteur-homme qualifié. Parce que le développement est le dé-ploiement ou le dé-roulement progressif de ce qui est caché ou roulé dans l'esprit de l'homme. Du verbe latin « disvolvère » ou « divolvère »¹ (dérouler), le développement est l'action de séparer, de sortir, de déployer (préfixe « dis ») ce qui est roulé (suffixe « volvère »²) ou enveloppé dans son esprit (involvère)³. Un autre verbe, de même racine, « exvolvère » (rouler hors, sortir...), qui donne le substantif « evolutio », rend mieux compte de cet état des choses. L'évolution est le synonyme le plus fidèle du « développement ».

Le développement est l'expression de la manière dont un peuple réussit à réaliser sa projection en s'organisant et en organisant son milieu en vue d'un idéal qu'il s'est choisi. C'est donc le fruit d'une philosophie d'un peuple, fondée soit sur le primat de l'être, soit sur le primat de l'avoir, soit sur le primat de l'existant, soit sur l'ensemble distinctement ou indistinctement. Dans ce sens, il est alors l'extension progressive de ce qu'un peuple a commencé, suivant soit sa volonté de puissance, soit sa raison critique, soit sa conception existentielle, soit une révolution dans la compréhension de son ipséité et de l'altérité.

En ce sens, il ne peut pas être uniforme pour toutes les sociétés. Il faut donc le concevoir en termes des capacités de l'homme d'un pays qui doit s'adapter aux réalités de son environnement propre. Mais qu'entendre par *capacités* dans une démarche de développement ?

2. Les capacités : quid ?

Dérivée de l'économie avec Amartya Sen, l'approche par capacités a été théorisée en philosophie par Martha Nussbaum. Sous sa plume, les capacités sont conçues comme « les éléments fondamentaux de la qualité de vie des gens »⁴. Il s'agit « des libertés ou des possibilités créées par une combinaison des capacités personnelles et d'un environnement politique, social et économique »⁵. Elles se compriment dans la question : qu'est-ce que chaque personne (agent économique selon Sen, acteur de développement selon Nussbaum) est capable de faire et d'être ?

Nussbaum en distingue trois types. Il y a d'abord les capacités de base, constituées des caractéristiques innées d'un individu qui rendent le développement possible, telles l'intelligence ou les talents innés. Ensuite, les capacités de base se transforment en capacités internes qui sont des caractéristiques d'un individu, pas innées, mais plutôt développées grâce

1 Félix GAFFIOT, *Dictionnaire Latin-Français*, Paris, Hachette, 3^e édition revue et augmentée, 2005, p. 555.

2 *Ibidem*, pp. 1721-1723.

3 *Ibidem*, pp. 864-865.

4 Martha NUSSBAUM, *Capacités : comment créer les conditions d'un monde plus juste ?* Paris, Climats, 2012, p. 36.

5 *Ibidem*, p. 39.

à son interaction avec l'environnement. La confiance en soi ou un talent de couture sont des capacités internes. Enfin, ces capacités internes peuvent devenir des capacités combinées qui sont la mise en œuvre des capacités internes grâce à un fonctionnement et aux conditions sociales, économiques et politiques qui permettent à l'individu de faire ses propres choix⁶.

Ces capacités culminent dans les dix capacités centrales ou fondamentales dont l'État doit assurer la garantie et qui sont sujettes aux modifications positives ou ajouts, selon l'idéal de chaque peuple, que voici : (1) *La vie* : entendue comme pouvoir mener une vie assez longue, sans se la faire enlever de manière prématurée. (2) *La santé du corps* : entendue comme pouvoir mener une vie en santé, bien nourri et avec un abri. (3) *L'intégrité du corps* : entendue comme la liberté de mouvement et la protection contre toute forme d'agression contre notre personne. (4) *Les sens, l'imagination, la pensée* : entendus comme pouvoir raisonner, développer sa pensée et l'exprimer sans aucune contrainte. Plus encore, avoir accès à l'éducation pour pouvoir développer cette pensée. (5) *Les émotions* : entendues comme pouvoir développer des émotions saines envers d'autres individus, tel que l'attachement, sans contrainte créant une peur de développer ces émotions. (6) *La raison pratique* : entendue comme pouvoir développer son propre raisonnement moral sur le monde en général et sur sa propre vie. (7) *L'affiliation* : entendue comme la capacité d'interagir librement avec tous les êtres humains où tous doivent être traités en tant qu'égaux. Implicitement, cela signifie que toute forme de discrimination est supprimée. (8) *Les autres espèces* : entendues comme la liberté d'interagir avec les autres espèces de ce monde telles les plantes, les animaux ou tout organisme vivant. (9) *Le jeu* : entendu comme la possibilité de s'amuser et d'avoir des loisirs. (10) *Le contrôle sur son environnement* : entendu comme la possibilité de jouer un rôle dans la structure politique de son environnement et dans l'organisation de son environnement de travail ainsi que d'avoir accès à la propriété privée⁷.

Le gouvernement a l'obligation d'assurer un seuil minimal et la sécurité des capacités et de promouvoir leur fonctionnement fertile. L'éducation, par exemple, est une capacité fertile puisqu'elle favorise d'autres capacités. Revenant dans le cadre du développement en RD Congo, que peut-on constater des capacités pour y concourir ?

6 *Ibidem*, pp. 40-42.

7 *Ibidem*, pp. 55-59.

3. L'être congolais en crise des capacités essentielles au développement

L'approche par capacités ne s'intéresse pas aux facteurs de production, mais à l'acteur de l'ensemble du processus de développement. Dès lors, notre question est : Qu'est-ce que le Congolais est capable de faire et d'être pour développer son pays ? La réponse dénote une multitude de déficiences congolaises en crise avec les capacités constructives d'un État normal.

Quelle est la nature de cette crise qui paralyse la RD Congo ? Elle est profonde, radicale et globale : profonde parce que « (...) la RD Congo est atteinte dans ses fonctions vitales les plus décisives (...) non pas en surface, mais dans l'essentiel qui nous définit comme force historique et sociale. » ; radicale parce qu'« (...) elle est atteinte dans le principe même de notre être-ensemble, [c'est-à-dire] ce à partir de quoi nous nous comprenons tels que nous sommes et tels que nous structurons la perception que nous avons de notre destin et de nos réalités. » ; globale parce que « (...) notre problème ne concerne pas seulement tel ou tel aspect de notre vie, mais qu'il inclut toutes les dimensions de notre être et toutes les couches de nos populations »⁸.

Quelles sont les origines de cette crise ? Une rencontre mal vécue avec l'Occident, une colonisation marquée par l'aliénation, l'ignorisation et l'infantilisation du Congolais et basée sur un économisme inhumain, non philanthropique ni civilisationnel, une dictature deshumanisante et une politique de prédation sont des lieux où l'on peut retrouver ses origines. Chacune d'elles a vidé nos énergies créatrices et a forgé notre mental dans une extraversion et une paupérisation anthropologique qui ne voient que l'endettement et les aides comme l'unique voie du développement de notre pays.

Quelles sont les manifestations de cette crise ? Une phénoménologie existentielle attentive et quelques études antérieures révèlent deux sphères de ses épiphanies : dans le corps social et dans le corps d'élite dirigeante. Pour en rendre compte, nous recourons aux propositions assertoriques dont la validité concerne la grande majorité des Congolais, les uns à la fois et les autres dans quelques cas. Mais pour autant que cette majorité est très significative, nous tendrons à la généralisation.

3.1. Dans le corps social

Le Congolais est, dans la grande majorité de son corps social, médiocre. Plusieurs traits permettent de saisir cette médiocrité. Le Congolais est peu efficace. Depuis le départ des colons, nous sommes inefficaces à affronter nos problèmes nationaux et les résoudre. Nous ne parvenons pas à construire notre pays, à le faire prospérer et à l'intégrer dans le concert des nations.

⁸ KA MANA, *Changer la République Démocratique du Congo*, Yaoundé, CIPCRE Ed. Bafoussam, 2012, p. 20.

Cette médiocrité s'exprime aussi dans une immaturité et anormalité normalisée. L'homme est mature quand il devient sa propre loi, son propre législateur et fait preuve d'autonomie. Le Congolais, lui, demeure dans une dépendance criante à Dieu, au blanc⁹ ou à un donateur insouciant¹⁰, qu'il ovationne et qualifie affectueusement de « prezo » (président). Il aime l'argent gratuit et les dons. La flatterie ou la pitié¹¹ sont des variances développées afin d'en recevoir d'un tiers ou d'une autorité qui doit distribuer le denier public ou privé sans compter.

Pour son environnement, il résiste à l'ordre d'assainissement et cohabite avec la saleté, les ordures, les déchets ou les flaques d'eau autour de son habitation ou de l'espace public. Même des restaurants sont érigés autour de ces lieux insalubres. Les rivières, ruisseaux, les rigoles et les rues/ruelles autour de lui sont des poubelles, remplies d'immondices parfois jusqu'à boucher le passage de l'eau. Lorsqu'il pleut et que l'eau déborde jusqu'aux habitations, on s'étonne de l'inondation, de l'érosion, des maladies hygiéniques ou de l'épidémie et on crie au secours parce qu'on est innocent de la situation que l'on qualifie de catastrophe naturelle.

Sa philosophie est étouffée puisqu'il ne s'étonne pas devant des situations manifestement anormales pour percevoir la différence entre ce qui est et ce qui doit être. Il voyage et regarde le progrès chez les autres sans être interpellé ; sa vie se passe dans la médiocrité sans se questionner. Il meurt de faim et manque d'abri décent alors que les terres sont presque partout arables pour lui produire les aliments, avec des forêts et savanes arborées, sans compter l'argile pour les briques.

Pour une tâche exigeante, il préfère susciter la compassion que l'effort afin d'espérer une aide. Devant les difficultés de son existence, il se résigne et accepte le sort qui lui est infligé ; il démissionne et fait preuve de manque de courage. Il ne se pose pas cette question de Saint Augustin : « Quod iste et ille, cur non ego ? » (Ce que l'un et l'autre ont réussi à faire, pourquoi pas moi ?). En effet, la vie est un combat. La vie est volonté de puissance, dit Nietzsche : elle est appropriation, agression, assujettissement de ce qui est étranger, oppression, dureté, imposition. Mais le Congolais renonce à ce combat tout en voulant vivre.

Il développe des comportements irresponsables vis-à-vis de ses concitoyens. Égoïste, il tend à tout vouloir pour lui-même. L'utilitarisme benthamien appliqué à l'État comme la procuration de plaisir au plus grand nombre de citoyens n'est pas une catégorie de sa pensée. Son mental est

9 Des expressions comme « Nzambe asala, asunga biso » (Que Dieu nous aide), « soki mundele azongi na Congo te, mboka oyo ekokufa » (Si le Blanc ne rentre pas au Congo, ce pays ira à sa perte)... en disent long.

10 Appelé généralement « apesa atala te » (personne extrêmement généreuse).

11 En utilisant des expressions comme « saidia masikini », « SOPEKA, Sombelanga, Pesanga, Kabelanga » (Achète-moi ; donne-moi ; offre-moi un cadeau) ou la pratique de « libanga » consistant à citer une autorité dans une chanson ou dans un discours public.

marqué par l'inversion des valeurs. Il fait preuve de la subjectivité dans la délégation de pouvoir, la représentation, l'embauche, le dauphinat, l'octroi de bourses d'études... au détriment du plus méritant. Pour lui, le médiocre ou l'idiot est le meilleur choix parce qu'il est manipulable pour garantir son intérêt¹². Il combat et décourage les rares meilleurs. Tout acte de bravoure, d'émergence, de rupture avec la médiocrité fait la désapprobation de tous¹³ et cela peut aller jusqu'à éjecter son auteur de son fauteuil de gestionnaire. L'honneur du pays compte peu à ses yeux.

Dans son analyse et son jugement, il est sans esprit critique. La philosophie censée le lui inculquer est vilipendée et présentée comme une matière proche de la folie, qui embrouille l'homme. Alors que le monde occidental et le monde oriental ont pris la philosophie comme l'âme de la culture et de la civilisation, le Congolais passe à côté d'un éveil fondamental à la connaissance du monde, de l'homme et de la nature ainsi que de leurs corrélations écosystémiques. La conséquence est que, sans esprit d'analyse par lui-même, il est naïf et manipulable à volonté : il croit à tout ce qui est dit, écrit ou publié ; il distingue difficilement rumeur, mensonge et vérité ; son jugement est fortement influencé par l'apparence extérieure ; on le soulève à manifester à tort ou à raison ; on manipule son opinion à travers les réseaux sociaux et la presse ; on l'entraîne dans des villes mortes occasionnant des pertes économiques à son propre pays ; il cède aux appels à détruire ou à incendier des infrastructures ou des engins d'utilité publique...

Il transforme cette naïveté en hospitalité, donnant la possibilité aux étrangers de se faire de la fortune dans son pays, alors que l'inverse n'est pas possible. Il pille son pays au profit de l'étranger.

Une de ses grandes déficiences est son hostilité aux lois et à leur application. « Le Congolais n'aime pas vivre dans une atmosphère de lois. Il entend être libre comme un oiseau dans les cieux. (...). Or la réalité du monde est que la loi est ce qui gouverne tout ce qui bouge, tout ce qui grouille, glisse et tombe (...). Dans son comportement de tous les jours, le Congolais ne cesse de transgresser, soit par négligence ou oubli, soit par volonté, la dimension philosophique de son être (à savoir la réflexion, qui commande que l'homme réfléchisse toujours avant d'agir), la loi de la science (qui veut que l'homme augmente sans cesse ses connaissances sur le monde et sur lui-même), la loi de la soumission aux lois (qui stipule que l'homme, quel qu'il soit, doit se soumettre à la loi quand elle est là), la loi de l'amour (amour des autres hommes, amour de la patrie, amour de la vie, amour de la nature, qui veut que l'homme s'unisse à la réalité et la respecte), la loi de l'effort et de la souffrance (qui veut que l'homme soit toujours tendu par un effort soutenu vers les buts qu'il poursuit et que cet effort soit presque

12 Paul YAWIDI, *Procès de la Société congolaise*, Kinshasa-Bruxelles, Ed. Mabiki, 2020, p. 33.

13 L'expression la plus utilisée pour ce faire est « Yo nde okobongisa mboka oyo ? » / « We njo utatengeneza hii mugini ? » (Est-ce toi qui redresseras ce pays ?).

toujours accompagné de souffrances), la loi de contrôle du plaisir (qui veut que, si le plaisir est non seulement agréable pour l'homme, mais nécessaire à la vie, il doit néanmoins être contrôlé étroitement) (...) »¹⁴

Pour se prémunir contre la violation incessante des lois, le Congolais a détruit toute idée de sanction. Pour la contourner, il recourt aux circonstances atténuantes, aux liens familiaux qui vont jusqu'à la sociologie des oncles lointains dite « bonókó » en lingala et au trafic d'influence. Rien ne l'incite à mieux faire puisque le coupable est compris et n'est pas sanctionné pendant que le travailleur brave et honnête n'est presque pas récompensé, ni encouragé, moins encore félicité.

Toutes ces déficiences l'amènent à être destructeur de tout ce qui l'entoure. Alors que certains peuples qui ont hérité d'un environnement défavorable l'ont construit, le Congolais, lui, a choisi de détruire son pays, tout ce qui est commun et l'a amené à un niveau où tout espoir de vie humaine y est anéanti. Au-delà du physique (entreprise, route, rails, engins civils ou militaires, espace vert, tissus économiques...), le Congolais va jusqu'à détruire la conscience professionnelle, l'élan patriotique, l'organisation, la culture du mérite, le sens de l'honneur, le circuit bancaire, le travail manuel.

En effet, il travaille pour lui et non pour l'État ni pour l'entreprise qui l'embauche. Son esprit est préoccupé par le repérage des biens de l'entreprise ou de l'État qu'il doit soustraire ou déclarer gravement en panne afin de se les acheter ou les vendre à son compte. Les constructeurs profitent des matériaux du chantier d'autrui ou de l'État pour construire leurs maisons. Le corps soignant détourne les médicaments pour sa propre pharmacie, utilise son service de consultation pour orienter les malades vers sa clinique privée. Plus grave, ces vols ou détournements ne sont pas commis par un seul employé, mais dans beaucoup de cas, c'est toute une chaîne d'opérations malhonnêtes facilitées par plusieurs agents et cadres allant de la production à la vente, voire jusqu'à la banque. Après, il est surpris que l'État ou l'entreprise qui l'emploie tombe en faillite.

Comme précurseur à cette insouciance professionnelle, la recommandation et la carte du parti politique au pouvoir sont des critères plus importants de nomination et d'emploi dans le milieu professionnel, remplaçant la compétence et favorisant le népotisme et le clientélisme. Dans l'administration, les systèmes d'allégeance internes sont multiples et denses. Peu de fonctionnaires sont réellement indépendants et servent l'État. La majorité d'eux sont soumis à des pressions auxquelles ils ne peuvent résister, car relevant de la « dette morale » à l'égard des partis politiques ou du « devoir de reconnaissance ». Les remerciements pour service rendu au parti s'invitent dans tous les actes administratifs et politiques.

14 MALANDA DEM, *La réformation, condition de la réussite d'une démocratie...*, Cité par Paul Yawidi, *Op. cit.*, p. 71.

Pour le Congolais, le travail manuel est vu comme une punition. Sa valeur est supprimée, et avec elle, celle de la terre-fortune inépuisable et son impact pour la sécurité alimentaire de tout un peuple. Qui dit travail en RD Congo sous-entend la bureaucratie, devenu synonyme du gain facile consistant à se servir de sa fonction dans l'administration pour soutirer de l'argent à l'État ou à des compatriotes ignorants de leur droit ou négligents à l'égard d'une obligation publique, à se substituer à l'État devenu « père providence » et à couvrir une pratique qu'il faut simplement qualifier de vol. La production (en agriculture, en élevage, en industrie...) qui sous-tend une économie n'est pas sa préoccupation. Tout le monde cherche l'argent liquide hic et nunc et non ce qui peut perpétuer l'argent et sa jouissance le plus longtemps possible. Rares sont ceux qui osent prendre le risque d'un grand ouvrage de pérennisation de revenus. Le Congolais veut le bonheur immédiat, qu'il assimile, à tort, à l'argent, mais sans travail !

Ainsi, l'élan patriotique a disparu. Abandonnant la mère patrie et tout son patrimoine à leur triste sort, la division a tourné le regard de chacun vers sa province, son territoire, sa chefferie, son groupement, son village natal, pour chasser quiconque n'y est pas né, consacrant le *clanisme*, le *localitanisme*, le *groupementisme*, le *tribalisme*, l'*éthnicisme* et le *régionalisme* comme modes de vie, de gestion et de promotion socio-professionnelle entraînant une pandémie d'antivaleurs. Sa socialisation est insuffisante. Il reste toujours attaché à sa famille, à son clan, à sa tribu. La rencontre et la cohabitation entre différentes ethnies du pays sont vécues simplement comme « être sur le même sol », « être à côté de l'autre » devenu d'ailleurs conflictuel aujourd'hui, mais ne sont pas guidées ni orientées ni canalisées à des fins nationales de cohésion nationale en vue d'assurer une communauté d'idées et de sentiments entre les citoyens. La dimension « cum laborare » (travailler avec), « cum operare » (œuvrer avec), « cum vivere » (vivre avec) ou de « cum existere » (exister avec) est faiblement prise en compte dans l'occasion historique de partager le même territoire national.

L'absence de cet élan patriotique l'a rendu incapable de réfléchir à sa situation existentielle paradoxale, à la situation de son pays et à celle des étrangers qui le dominent, le pillent et exploitent illégalement ses ressources naturelles, distillant la fausse idée de balkanisation sous prétexte de facilité de gestion. Nul n'ignore que les pays puissants d'aujourd'hui au monde le sont d'abord par leurs territoires nationaux imposants.

Enfin, il est convaincu que le monde est contre lui et qu'il est victime d'une injustice mondiale. Pour lui, l'homme ne fait pas l'histoire et donc il n'entreprend rien pour pousser son élite dirigeante à changer cette situation en sa faveur. Qu'en est-il même de cette élite ?

3.2. Dans le corps d'élite dirigeante

Le Congolais est atypique en général, mais son élite dirigeante, elle, se montre jusque-là plutôt délinquante. Mais avant d'aller loin, qu'appelle-t-on une élite ? Des plusieurs sens qu'en donne le dictionnaire *Robert*, nous retenons un, la définissant comme un homme ou une femme distingué(e), éminent(e), supérieur(e) dans une société de par sa formation, sa nomination ou son élection à une fonction noble et supérieure qu'il/elle occupe. Quand cette élite dirigeante devient-elle délinquante ? Quelques ouvrages récents¹⁵ sur la déviance des élites dirigeantes en livrent les caractéristiques similaires. Leur idée commune est qu'au-delà de la délinquance comme délit de la classe paysanne ou ouvrière, celle des élites dirigeantes est constituée des pratiques transgressives d'un haut niveau, d'une instance dirigeante des entreprises, des sphères gouvernementales et leurs responsables (personnes élues, choisies ou nommées aux hautes fonctions) violant de normes spécifiques liées à l'exercice d'une fonction de responsabilité privée ou publique, à titre individuel ou collectif.

Cette délinquance de haut niveau recouvre trois dimensions. Tout d'abord, les dirigeants qui commettent des infractions de droit commun comme l'escroquerie, l'abus de confiance, la corruption, l'usage de faux documents, le coulage des recettes ou détournement des fonds. Ensuite, des membres de la classe dirigeante d'entreprises et celles des responsables publics (élus, ministres et mandataires publics) qui se distinguent dans des immoralités individuelles de droit commun. Enfin, l'ensemble d'une profession (banquiers, politiciens) qui fait systématiquement prévaloir leurs intérêts égoïstes, y compris sous le travestissement de la défense apparente du bien collectif¹⁶, ou incorporer leurs intérêts dans les services publics de recettes agissant comme une organisation mafieuse au sein de l'État et revêtant le statut de crime économique de grande échelle avec un impact négatif sur le développement de la nation entière.

Toutes ces trois dimensions s'entremêlent en RD Congo. Les dossiers 100 jours, Bukanga-Lonzo, affaire Willy Bakonga, Affaire Vidié Chimanga... sont des arbres qui cachent la forêt dans la vaste délinquance de l'élite dirigeante qui ne sort que rarement dans la presse, suscitant l'indignation populaire comme si c'était des faits nouveaux alors qu'ils sont courants et devenus modes de gestion dans la sphère publique et politique. Et même quand le verrou saute sur un cas, le procès qui s'en suit est juste une mascarade pour éviter que le peuple condamne le silence du magistrat suprême. Dès que l'attention du peuple baisse sur la question, la justice

15 Pierre LASCOUMES & Carla NAGELS, *Sociologie des élites délinquantes. De la criminalité en col blanc à la corruption politique*, Paris, Armand-Colin, 2014. SHOVER, *Crimes of Privilege, Readings in White-collar Crime*, Neal Shover, 2001. MINKES, *Corporate and White-Collar Crime*, 2008. NELKEN, *White-Collar Crime*, 2002. PONTELL, GEIS, *International Handbook of White-Collar and Corporate Crime*, 2007.

16 Pierre LASCOUMES & Carla NAGELS, *O.c.*, p. 35.

aussi baisse son rideau et l'incriminé rejoint la cour des délinquants qui ont réussi jusque-là à cacher leurs forfaits.

La classe politique congolaise est en conflit d'intérêt avec l'État à tous les niveaux. Les appuis financiers aux candidats gouverneurs, par exemple, sont des investissements des groupes de soutiens qui, après la victoire de leurs candidats, prennent en otage l'économie entière d'une province et transforment ses recettes en bénéfice de leurs actions. Les intérêts des familles de l'élite dirigeante s'infiltrant dans les services publics que les citoyens paient. L'intérêt privé a remplacé l'économie nationale.

La politique congolaise est devenue une table à manger ; et pour manger, il suffit de se créer une cuillère (parti politique) même sans objectif ni vision. Les politiques ont transformé le pays en un marché où tout celui qui a une parcelle est vendeur ou commissionnaire avec l'intention de servir celui qui l'a placé et se servir avec empressement et non de contribuer à son développement. La prolifération des partis politiques est donc bien justifiée, non comme l'expression de la liberté d'expression, ni celle de la richesse des pensées politico-philosophiques congolaises. L'entrée en politique n'est pas justifiée par quelque chose d'ingénieux à apporter à la construction de l'État et au peuple ou par des défis qu'on voudrait relever.

Sans planification, le développement du pays se trouve sacrifié aux intérêts partisans. Ni en famille, ni dans l'entreprise ni dans les services étatiques, il n'existe de plans d'actions réalistes pour savoir qui fait quoi, quand et comment ; il n'y a pas de supervision, ni d'évaluation à mi-parcours, ni finale¹⁷, ni prospective. Il entreprend des ouvrages qu'il ne se préoccupe pas d'achever ; tant pis s'il s'arrête à la pose de la première pierre. Les dons, les gratifications, les cadeaux des hommes politiques aux communautés locales ont remplacé des projets durables qui auraient dû être programmés dans le budget national.

Sans prévision, il fait le cercle vicieux en tout : les cureurs sortent les déchets de la voirie et les entreposent juste à côté. À la moindre pluie, tout revient à l'état initial ; on dépense de sommes colossales pour faire des routes en terre battue : après trois mois de pluie, l'érosion dégrade tout, etc. Cet éternel retour n'attire l'attention de personne pour changer de stratégies. Au contraire, cette fréquence régulière de refinancements des travaux publics intéresse les décideurs à cause des rétro-commissions instaurées dans la passation de ces marchés.

En principe, la capacité opérationnelle d'une planification est fonction d'une formation dans un domaine ou d'une expérience en la matière. Or en RD Congo, les responsabilités ne correspondent pas toujours aux profils exigés. L'on peut facilement rencontrer un juriste comme préfet d'école, un médecin au poste de ministre de prévoyance sociale, un électricien comme

¹⁷ *Ibidem*, p. 35.

chef de division de mines, un démographe à la DGDA, un agronome ou un infirmier comme percepteur de taxe dans un service d'assiette, etc. « Toutes les conditions sont réunies pour que chacun ne soit pas utile là où il est placé, et le pays tout entier subit les conséquences de cette insouciance collective à être réellement utile à son poste. »¹⁸

Le Congolais ignore la notion de l'État qui implique l'impersonnalisation des actes et la continuité des actions publiques. Au nom de l'État, les actes posés par un haut responsable comptent pour la république, et de ce fait, n'appartiennent pas à sa réputation personnelle parce qu'accomplis avec l'argent du peuple. Cet argent ayant engagé une action doit l'achever, sauf s'il est prouvé que c'était une dépense inutile pour la nation. Un successeur a l'obligation de faire en sorte que cet acte ne s'arrête pas avec le départ du prédécesseur, même s'ils sont des régimes politiques opposés. En RD Congo, par contre, l'État est personnalisé par les « autorités morales » et les chefs de l'exécutif qui utilisent le système politique pour déstabiliser toute structure qui ne leur rend pas compte ou arrêter toute action dans laquelle ils ne trouvent pas leurs intérêts.

Cette pratique, devenue monnaie courante, est tout à fait contraire aux exigences du développement d'une nation qui requièrent une planification à long terme. À long terme signifie qu'il est impossible qu'il soit planifié, programmé et réalisé sur la durée par une même personne au regard de la durée des mandats politiques. Corolaires à cette situation, les budgets nationaux sont exactement les reflets de cette non-planification et discontinuité : ils sont annuels et servent les affaires courantes de l'année, sans s'inscrire dans la durée.

Dans ce système politique, le contrôle de gestion, loin d'être une routine périodique normale, est plutôt une expédition punitive à l'encontre du gestionnaire dont on cherche la tête. Ce qui donne lieu à l'épanouissement des antivaleurs de tout genre, à cause desquelles, constate Jacquemont, « tout peut s'acheter au Congo : une décision judiciaire, un titre universitaire, un diplôme scolaire, une carte d'identité, un permis de conduire, un passeport, une nomination politique, une promotion administrative, un titre foncier, un certificat de naissance, une attestation de bonne vie et mœurs »¹⁹, la prison, etc.

Ainsi, l'élite politique congolaise a failli à son rôle historique de conduire le peuple vers sa destinée. Son exercice du pouvoir n'est pas orienté vers la correction des déficiences de son compatriote mais se caractérise par l'absence de moralité et la course à l'argent. Le sens de l'honneur n'est pas, pour lui, une vertu. Le respect de la parole donnée et des promesses ne constitue pas une obligation. Personne ne démissionne devant son

18 Paul YAWIDI, *Procès de la Société congolaise*, p. 81.

19 Pierre JACQUEMONT, « La résistance à la "bonne gouvernance" dans un État africain. Réflexion autour du cas congolais (RDC), in *Revue Tiers-Monde* (2010/4), n° 204, pp. 129-146.

incapacité à atteindre un résultat promis ou pour une cause de scandale publique. « À l'engagement, elle préfère l'évasion spirituelle et physique dans les distractions et les manifestations émotionnelles, dans l'illusion non moins aliénante de mener une vie plus bourgeoise, dans la recherche des profits et prérogatives attachés à certains postes... »²⁰ L'être congolais se révèle nettement en crise des capacités citoyennes au regard du grand rêve de construire un Etat fort et prospère au cœur de l'Afrique, tel qu'exprimé dans la Constitution. Que faire pour arrêter cette hémorragie ?

4. Nécessité de l'approche par capacités pour le développement durable en RD Congo

Dans ce tableau congolais obscur, avec quelles capacités peut-on développer le pays ? Comment imaginer le développement avec de telles déficiences ? Quel peut être le sort d'un meilleur projet de développement parachuté en RD Congo dans la condition actuelle ? À quoi peut servir l'endettement ou le financement extérieur sans un acteur capable et compétent ?

Dans ce paradigme existentiel, un meilleur plan de développement, quelle que soit la hauteur de son financement, ne peut réussir que s'il est exécuté par les compétences extérieures. Le développement ne sera donc possible en RD Congo que lorsqu'il y aura le Congolais « capable » et que ce développement sera le déroulement ou le déploiement de son esprit, suite à sa projection dans le temps et l'espace causée par un sursaut collectif d'insatisfaction du présent. Mais s'il continue à demeurer médiocre et à recevoir des projets des partenaires (Nations Unies, pays tiers, ONG), l'esprit constructiviste de son avenir et devenir lui échappera toujours.

Eu égard à ce qui précède, la tâche première et ingénieuse, la plus originale attendue dans la conduite de l'État, est l'invention d'une politique d'éclosion des capacités de base, internes et combinées nécessaires à la construction d'un État fort et prospère et à la création des conditions d'émergence des capacités fertiles par une éducation nationale orientée vers la transformation des ressources disponibles en ressources réelles. « Pour construire un État modèle, on a besoin des natures honorables et volontaires, les plus braves qui s'occupent des dures tâches, mais aussi de ceux qui s'adonnent à la réflexion (...). »²¹ Tout ceci ne peut résulter que de l'exclusive tâche politique puisqu'elle est par nature englobante, organisatrice et coercitive à l'égard de l'homme (citoyen) sur tous les plans, surtout éthique, pour les devoirs de et à l'égard de l'Etat. Sans cet investissement préalable dans le capital humain, il est impossible de briser le cycle infernal et le cercle vicieux dans lequel la RD Congo est plongée.

20 Cf. M'BUSE-NSOMI LOBWANABI, cité par Paul YAWIDI, *Op. cit.*, p. 96.

21 Cf. Peter SLOTERDIJK, *Règles pour le parc humain*, trad. A. Mannoni, Paris, Ed. Mille et une Nuits, 2000, p. 50.

C'est seulement à cette condition que l'on peut envisager le développement à partir de la finalité de l'action politique (réalisation du bonheur matériel, spirituel et moral du peuple) et des capacités de l'acteur forgeur et réalisateur de cette finalité. Ce développement sera continu lorsque la vie des citoyens n'est pas arrachée tôt, laissant la possibilité de transmettre les capacités aux générations futures, « capables », eux-aussi, de maintenir l'ouvrage réalisé dans le processus toujours inachevé de développement et de réaliser leur propre devenir. Est durable, un développement qui vise à « satisfaire les besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »²². Cela implique trois dispositions : primo, mettre l'accent sur la satisfaction des besoins des générations actuelles grâce à leurs capacités. Secundo, mettre l'accent sur les capacités des générations futures à travers les capacités fertiles. Tertio, faire le lien entre les deux : accroître des capacités au sein d'une génération donnée sans compromettre la constitution des capacités des générations à venir et faire en sorte que la génération qui vient ait autant de libertés d'agir et d'être que la génération qui précède²³.

Ces trois dispositions pertinentes pour créer les conditions d'un développement durable en RD Congo constituent la tâche primordiale de la politique et est donc du devoir de l'élite dirigeante qui doit, pour ce faire, se caractériser par une ingéniosité. Socrate reprochant à ses compatriotes de s'occuper uniquement d'accroître leur fortune, de soigner leur réputation, de veiller à leur honneur, bref, de faire si peu cas de ce qui a la plus grande valeur et de donner un si grand prix à des choses parfaitement viles, disait : « ce n'est pas de la fortune que naît la vertu, mais, par la vertu, la fortune et toutes les autres choses deviennent bonnes pour les hommes, dans leur vie privée comme dans leur vie publique »²⁴.

Conclusion

Plutôt que de se précipiter sur des projets et programmes de développement avec un acteur médiocre et destructeur dans sa grande majorité, la RD Congo doit se demander : avec quel type d'homme la réussite de ces projets ou programmes est-elle possible ? Dès lors, elle pourra faire un bon revirement vers une politique d'éclosion des capacités du Congolais qui, insatisfait de son présent non-prometteur, se projettera dans l'avenir et deviendra forgeur et réalisateur d'un devenir meilleur qu'aujourd'hui grâce à ses capacités. Cela suppose une politique conséquente non dictée de l'extérieure. D'où l'appel du politique congolais à l'ingéniosité, à une tâche âpre, à un dur labeur pour ce faire. ■

22 Rapport Brundtland (CMED 1989).

23 Jean-Luc DUBOIS, « Approche par les capacités et développement durable : la transmission inter-générationnelle des capacités », in REBOUD (Dir.), *Amartya Sen : un économiste du développement ?* Paris, AFD, 2006, pp. 204-213.

24 PLATON, *Apologie de Socrate*. Traduction et notes par Émile Chambry, Paris, Garnier-Flammarion, 29c-30c.